

# DÉCLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITÉ N° 1 DU PLUi CC AVALLON-VÉZELAY-MORVAN

*Procès-verbal*

*Réunion d'examen conjoint*

*14 mars 2025 à 18 heures - Salle de la CCAVM*

## **Annexes**

- Feuille d'émargement
- Support de présentation

La réunion d'examen conjoint s'est déroulée en trois temps :

- Dans un premier temps, la présentation de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 (DPMEC n° 1) ;
- Dans un second temps, la présentation par le développeur Green Light House Développement (GLHD) du projet soumis à permis de construire et faisant l'objet de la procédure de DPMEC n° 1 ;
- Dans un dernier temps, la présentation de l'intérêt général du projet de DPMEC n° 1 et ses impacts.

## **MISE EN CONTEXTE DE LA RÉUNION**

Le Président de la CCAVM accueille l'ensemble des partenaires et représentants présents et invite à un tour de table.

Caroline STÉPHAN, en charge de l'aménagement et de l'urbanisme à la CCAVM, introduit ensuite la réunion en soulignant que l'objet de cette dernière est la DPMEC n° 1 qui a pour objectif de permettre la réalisation du projet de panneaux photovoltaïques au sol sur la commune d'Arcy-sur-Cure, au lieu-dit « le Beugnon ». Elle signale également que cette DPMEC relève du code de l'urbanisme et non du code de l'environnement. Par conséquent, Caroline STÉPHAN précise que les évolutions apportées au PLUi, via cette procédure, ne sont pas conditionnées à la pérennité du projet porté par le développeur GLHD et le collectif d'exploitants agricoles. Dès lors, si le projet de permis de construire n'aboutit finalement pas, la modification du PLUi sera, quant à elle, conservée telle que présentée et approuvée en Conseil communautaire le cas échéant.

## **RAPPEL DES MODALITÉS DE CONCERTATION PRÉALABLE EFFECTUÉES**

Caroline STÉPHAN poursuit en présentant les modalités de la concertation qui ont été mises en place à la suite de l'avis de la Mission Régionale de l'autorité environnementale qui soumettait le projet à évaluation environnementale, en juin 2024. Elle rappelle que la concertation préalable s'est étalée du 5 août 2024 au 30 septembre 2024 et que cette dernière a respecté les modalités prévues dans la délibération. Il est également précisé le nombre total de contributions (155) et leurs ventilations en matière de position favorable ou non vis-à-vis du projet.

## **RAPPEL DU PROJET**

Caroline STÉPHAN expose les grandes lignes du projet faisant l'objet de la DPMEC n° 1 et présente les modifications potentielles du PLUi pour permettre la réalisation dudit projet. Il est également précisé que les modifications potentielles ne concerneraient que le règlement graphique du PLUi et non son règlement écrit.

Caroline STÉPHAN rappelle donc les modifications envisagées :

- La création de sous-secteurs Ap pour permettre l'installation des panneaux photovoltaïques au sol sur toute la superficie du projet clôturé ;
- La création d'un sous-secteur Aca pour permettre la réalisation des constructions agricoles nécessaires au fonctionnement de l'installation de l'élevage ovin ;
- La création d'une prescription graphique protégeant la lisière forestière, sur une largeur de 30 mètres, au droit des massifs situés aux alentours du projet pour préserver ces espaces importants pour la biodiversité.

Monsieur Didier IDES, Vice-président en charge de l'aménagement à la CCAVM, fait part de son point de vue concernant la véracité du bilan de la concertation préalable. Il indique que ce dernier aurait pu donner davantage de crédit aux contributions collectives, étant selon lui, plus constructives et bien souvent défavorables au projet. En matière de représentativité, ces contributions auraient pu faire l'objet, selon lui, d'un coefficient plus important a contrario de celles favorables au projet qui sont plus nombreuses et moins justifiées.

En réponse à Guillaume PAPIN, directeur du PETR du Pays Avallonnais, établissement porteur du SCoT du Grand Avallonnais, questionnant l'état d'arrêt du bilan de la concertation, Caroline STÉPHAN indique que celui-ci a été arrêté en Conseil communautaire le 17 février 2025.

## PRÉSENTATION DU PROJET SOUMIS À PERMIS DE CONSTRUIRE

Étant à la genèse de la procédure de DPMEC n° 1 du PLUi, le développeur GLHD, représenté par Baptiste VENDEL, accompagné de Guillaume ROSIER, exploitant du collectif d'agriculteurs co-portant ce projet, sont accueillis pour exposer le projet soumis à permis de construire.

À la suite de cette présentation, Guillaume PAPIN évoque l'apparente contradiction entre un projet qui n'est pas censé porter atteinte aux terres agricoles et la demande de compensation agricole de la part de la CDPENAF (Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers).

→ Baptiste VENDEL précise que le projet a été déposé avant la promulgation de la loi d'Accélération de Production d'Énergies Renouvelables (loi APER) lorsqu'il était demandé la mise en place d'un processus de compensation collective. Il indique alors qu'environ 600 000 euros, déterminés en CDPENAF, ont été fléchés en direction d'un Appel à Manifestation d'Intérêt qui n'est, à ce jour, pas encore élaboré. Le déblocage de ces fonds est conditionné à cet Appel à Manifestation d'Intérêt ou ira, à défaut, au bénéfice de la Caisse des Dépôts et des Consignations.

Bien que la prescription visant à préserver les lisières forestières a été prise en compte, Guillaume PAPIN rappelle qu'une autre prescription du SCoT prévoit également la recherche du moindre impact sur les réservoirs de biodiversité complémentaire, notamment en limitant tout effet d'emprise au sein de leur zone tampon d'une largeur de 100 mètres. Il questionne alors le type d'approche qui a été recherché par GLHD vis-à-vis des mesures « Éviter, Réduire, Compenser » dans ce type d'espace.

→ Baptiste VENDEL indique qu'il est possible de retrouver la liste des enjeux concernant les mesures d'évitement dans l'étude d'impact du projet. Il évoque notamment l'exemple d'un îlot boisé qui a été intégralement retiré du projet photovoltaïque mais conservé au sein du projet agricole. S'agissant des mesures de réduction et de compensation, Baptiste VENDEL renvoie vers la même liste précitée de l'étude d'impact et évoque les exemples suivants :

- Mise en place d'un « Passe faune » au niveau des clôtures pour limiter les discontinuités des cheminements de la faune,
- Plantation d'1,2 km de haie pour permettre la création d'une continuité écologique entre les deux massifs forestiers.

Éric SAISON, élu à la Chambre d'agriculture de l'Yonne, remarque que la surface du projet est supérieure aux seuils fixés par la doctrine de la Chambre qui précise que la superficie du projet

ne doit pas excéder 50 hectares, pour un maximum de 10 hectares par exploitant. Dès lors, à cette occasion, Éric SAISON fait part de l'avis défavorable de la part de la Chambre d'agriculture à l'égard de cette procédure. En effet, que ce soit par rapport aux seuils fixés par la doctrine de la chambre, où le projet ne doit pas excéder un taux de couverture de 40 % et ne doit pas dépasser la puissance installée à 10 MWc par exploitant, il précise que le projet est trop grand.

→ Baptiste VENDEL rappelle que le projet ne pouvait pas tenir compte de la doctrine de la Chambre, vis-à-vis du plafond de 10 MW par exploitant, dans la mesure où il a été déposé en 2023, et ce, avant l'établissement de ce volet de la doctrine.

Le Vice-Président précise pourtant qu'un autre projet, porté également par GLHD, a été revu en fonction des critères évoqués dans les décrets relatifs à l'agrivoltaïsme et datant de décembre 2023. Il questionne alors GLHD sur les raisons qui ne les ont pas conduits à faire de même pour le présent projet.

→ Baptiste VENDEL précise que, contrairement à l'autre projet évoqué par le Vice-président, les demandes d'autorisations étaient déjà déposées pour le présent projet et qu'une adaptation du projet était alors impossible.

Le Vice-président évoque alors la possibilité de retirer le permis de construire pour adapter le dossier aux nouveaux décrets avant de redéposer les demandes d'autorisations nécessaires.

→ Baptiste VENDEL répond en indiquant que ce projet doit aujourd'hui avancer au regard de différents enjeux, notamment ceux concernant les agriculteurs et le territoire, et ceux concernant la structure de GLHD qui porte le projet depuis 2020. Il conclut en interrogeant le Vice-président pour savoir quelles sont les caractéristiques de ce projet qu'il considère comme problématique ?

→ Le Vice-président insiste alors sur les caractéristiques du décret de l'agrivoltaïsme qui apporte, selon lui, un certain nombre d'améliorations par rapport au projet actuel.

→ Baptiste VENDEL indique alors qu'en matière de suivi agricole, l'étude d'impact du projet précise les mesures qui ont été mises en place et qui étaient plus ambitieuses que celles demandées par la loi à l'époque de la réflexion.

→ Éric SAISON fait part de son désaccord s'agissant de la possibilité d'assimiler le projet en question à un projet agricole.

→ Guillaume ROSIER contredit ce constat en rappelant que le projet vise également l'installation d'une éleveuse ovin.

→ Éric SAISON témoigne alors du retour d'expérience dont la Chambre dispose quant à l'observation de nombreux faux projets d'installation et rappelle que la taille du projet est bien au dessus des plafonds de la doctrine.

→ En réponse au Vice-président, Médéric MINOTTE, représentant de la Direction Départementale des Territoires (DDT) de l'Yonne, indique que cela induirait de reconduire de nouveau une procédure lourde en matière de délai pour un projet qui, selon GLHD, ne serait pas nécessairement aussi éloigné du projet actuel.

Ensuite, Médéric MINOTTE, poursuit sur les positions tenues en CDPENAF en précisant que la Chambre d'agriculture n'avait pas émis d'avis défavorable dans la mesure où la sécurisation des terres, considérées comme peu productives, et que l'installation d'une éleveuse ont été présentées comme des atouts.

Si le projet de permis de construire devait être redéposé, Guillaume PAPIN questionne le prisme sous lequel la nouvelle analyse du projet devrait se faire.

→ En réponse à la question de Guillaume PAPIN, Baptiste VENDEL explique que si le projet de permis de construire devait être redéposé, l'analyse ne se ferait pas nécessairement sous le prisme du critère « grande culture » issue de la loi APER car le projet vient également autoriser un changement de destination de « grande culture » à « élevage ». Il précise ensuite que ce changement de destination est autorisé par la loi. Toutefois, au niveau du suivi de la production agricole, Baptiste VENDEL ajoute qu'il ne sera pas possible de comparer les deux types de productions.

Guillaume PAPIN interroge, par ailleurs, la DDT concernant la méthode de comptabilisation des projets en matière de consommation d'espaces et vis-à-vis du Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

→ Médéric MINOTTE indique à Guillaume PAPIN que le projet ne devrait pas être considéré comme consommateur d'espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF). C'est un projet qui relève de dispositions transitoires pour lesquelles, la collectivité doit se prononcer sur la détérioration du potentiel agronomique et écologique des terres par le projet, et donc sur sa comptabilisation, ou non, dans le ZAN ; bien que la procédure ad hoc ne soit pas connue. Médéric MINOTTE rappelle également que ce type de projet doit faire l'objet d'un enregistrement sur une plateforme numérique spécifique.

Par conséquent et dans la mesure où le projet ne s'inscrit pas exactement dans le décret sur l'agricoltivisme, en matière de suivi des engagements agricoles du projet, Guillaume PAPIN questionne GLHD et l'État (DDT) sur les mesures qui pourront assurer au territoire que ce projet ne comptera jamais dans la consommation d'espaces par la suite.

→ Baptiste VENDEL indique qu'il existe des engagements contractuels entre GLHD et les exploitants pour une durée de 40 ans. L'étude d'impact précise également des engagements en matière de production et de suivi agricole.

→ Médéric MINOTTE indique que l'État ne dispose pas réellement de pouvoir de police à ce sujet et que, pour éviter que cette surface sorte du domaine agricole, l'enjeu sera plutôt de permettre une installation rapide d'autres exploitants.

Un échange a ensuite lieu entre le Vice-Président et Guillaume ROSIER à propos de la conjecture agricole française.

Dans la mesure où le PETR du Pays Avallonnais porte un Programme Alimentaire Territorial, Guillaume PAPIN demande quels sont les débouchés locaux s'agissant du projet de l'éleveuse.

→ Guillaume ROSIER indique que l'abattoir de Migennes serait intéressé par les moutons et Baptiste VENDEL ajoute que, selon l'étude technico-économique réalisée dans le cadre de l'EPA, il y a une étude sur la revalorisation de la laine au niveau local.

Le Président questionne le projet sur deux points :

- Comment procéder par rapport aux seuils de la doctrine de la Chambre d'agriculture ?
- Comment s'assurer que le projet ne compte pas dans la consommation d'espaces ?
  - Premièrement, Baptiste VENDEL indique que la doctrine de la Chambre d'agriculture n'a pas valeur de loi.
  - Deuxièmement, concernant la consommation d'espaces, Baptiste VENDEL précise que le projet respecte l'intégralité des critères évoqués par l'arrêté déterminant si un projet photovoltaïque est considéré comme consommateur d'espaces ou non.
  - Médéric MINOTTE précise que cette décision relèvera plutôt de l'analyse de la collectivité.
  - En matière de consommation d'espaces, le Vice-président alerte du risque potentiel si ce projet est considéré comme consommateur d'ENAF car sa superficie correspond à celle imposée comme plafond pour tout le territoire du Pays Avallonnais (129 ha).
  - Médéric MINOTTE indique alors que si l'État devait se prononcer officiellement sur ce projet, il sera précisé qu'il ne sera pas considéré comme consommateur d'ENAF.

Par conséquent, le Président demande à ce que la Préfecture confirme par écrit le fait que l'État s'engage à ne pas compter le projet dans la consommation d'espaces pour le territoire. Toutefois, Guillaume PAPIN nuance le crédit à apporter à cet écrit dans le sens où la loi confère à la seule Région, via son SRADDET, la répartition de l'effort de sobriété foncière à réaliser dans chaque territoire ; la Préfecture, quant à elle, n'a que peu de poids à ce sujet.

À la suite de la question du Président, Baptiste VENDEL fait état des prochaines étapes suivant cette réunion d'examen conjoint où il est précisé la volonté d'ouvrir une enquête publique conjointe avec la CCAVM et la Préfecture. Toutefois, Caroline STÉPHAN rappelle également qu'il est nécessaire que la commune d'Arcy-sur-Cure délibère pour remettre son avis avant le lancement de ladite enquête. Elle alerte ensuite sur la nécessité de mener une réflexion concernant l'organisation de l'enquête publique conjointe au regard du risque potentiel en matière de gestion des délais entre celui de l'entrée en vigueur de la modification du PLUi et celui de la délivrance du permis de construire.

En effet, Médéric MINOTTE indique qu'à partir du moment où le commissaire enquêteur a remis son rapport sur le projet de DPMEC n° 1, le permis de construire doit être délivré dans un délai de 2 mois maximum. Cette délivrance sous entend donc que la DPMEC n° 1 a un délai de 2 mois pour devenir exécutoire à compter de la remise du rapport du commissaire enquêteur. Cependant, Médéric MINOTTE indique néanmoins qu'une enquête publique conjointe est à privilégier pour améliorer la compréhension du projet vis-à-vis du public.

*Baptiste VENDEL et Guillaume ROSIER, porteurs du projet, quittent la séance.*

## **RAPPEL DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET**

Caroline STÉPHAN continue en présentant les aspects du projet qui s'inscrivent dans un intérêt général situé à plusieurs échelles et en rappelant les effets potentiels des modifications du règlement sur l'environnement.

- Guillaume PAPIN vient nuancer l'intérêt général mentionné par la présentation, au titre du SCoT, en rappelant que ce dernier proscrit les énergies renouvelables impactant des terres naturelles et agricoles.
- Le Vice-président ajoute que l'intérêt général présenté se base sur des objectifs très généraux afin que celui-ci soit plus facilement rattaché au projet en question.
- Par ailleurs, Éric SAISON poursuit en indiquant que l'intérêt général précisé est très subjectif. Il souligne en effet que le parti pris pour justifier l'intérêt général n'évoque que l'objectif de production d'énergies renouvelable sans qu'il soit fait mention d'autres intérêts. Il illustre son propos en citant les exemples de la souveraineté alimentaire et de gestion de la ressource en eau.

Guillaume PAPIN rappelle alors que GLHD est le seul développeur ayant pris l'attache du PETR pour prendre en compte les prescriptions du SCoT, contrairement à d'autres projets. Il signale d'ailleurs que la démarche partenariale entre l'État et le Pays Avallonnais pourrait être améliorée afin de remettre, par exemple, des avis plus étayés lors des pôles ENR.

Pour conclure, Caroline STÉPHAN rappelle que l'objet de la présente réunion est de recueillir l'avis des personnes publiques associées et propose donc un tour de table pour que chacun puisse exprimer son avis, étant précisé que ces avis éclaireront celui de la CCAVM, maître d'ouvrage de ladite procédure, qu'elle aura à émettre lors de l'aboutissement de la procédure.

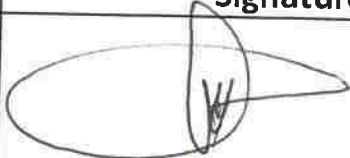

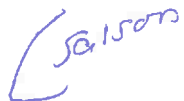

### **Récapitulatif des avis des PPA :**


- **Pour le PETR du Pays Avallonnais : dans la mesure où, grâce au travail mener depuis plusieurs mois avec GLHD, il n'y a pas d'incompatibilité avec le SCoT, le Président du PETR émet un avis favorable sous réserve qu'il n'y ait pas de consommation d'espaces ;**
- **Pour la DDT de l'Yonne : pas de consignes particulières sur le type d'avis à remettre concernant la procédure de DPMEC n° 1 mais un point de vigilance à l'égard de la bonne maîtrise des délais entre l'approbation de la DPMEC n° 1 et la délivrance du permis de construire est à maintenir ;**
- **Pour la Chambre d'Agriculture de l'Yonne : avis défavorable dans la mesure où la taille du projet ne correspond pas à la doctrine ;**
- **Pour la commune d'Arcy-sur-Cure : l'avis sera émis lors du Conseil municipal dédié à ce sujet conformément à la présente procédure.**

La séance est levée à 11h50.

# FEUILLE DE PRÉSENCE

Réunion PLUi - DPEMC 1  
Vendredi 14 mars 2025 à 10 heures  
CCAVM

Nom	Prénom	Commune/Structure	Signature
GERMAIN	Pascal	Président CCAVM/PETR	
IDES	Didier	SAUVIGNY-LE-BOIS	
		Préfecture	
		Région BFC	
		Conseil Départemental 89	Absent Excusé
		PNRM	Absent Excusé
		CCI Yonne	
		CMA interdépartementale	Absent Excusé
SAISON	Eric	Chambre d'Agriculture 89	
PAPIN	Gaillaume	PETR Pays Avallonnais	

Nom	Prénom	Commune/Structure	Signature
		SNCF Réseau	
SIRIN	Cédric	DGS CCAVM	
STEPHAN	Caroline	Chargée de développement urbanisme/Aménagement	
Dominique	BIDE	Arçay - sur - Cure	
DUVEAL	Dorian	DDT 89	
HINOTTE	Mélanie	DDT 89	
VENDEL	Rafide	GLHD	
ROSIER	Guillaume	agri	

14 mars 2025

# DÉCLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITÉ N° 1

*(Projet photovoltaïque au sol à Arcy-sur-Cure, au lieu-dit « Le Beugnon »)*

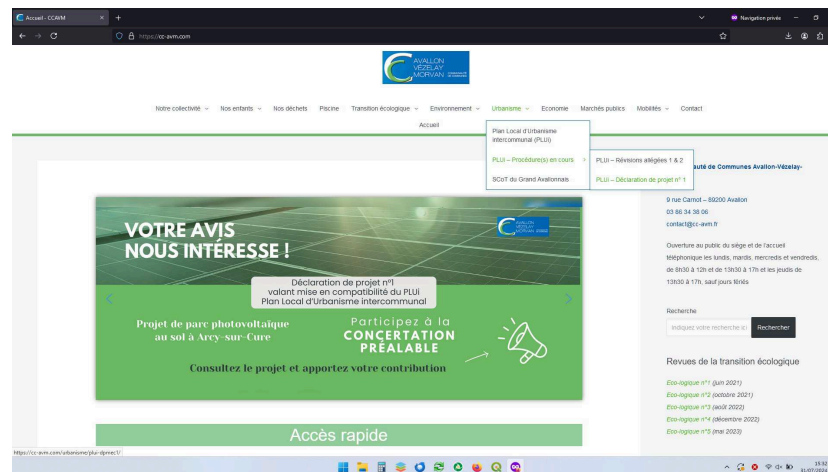
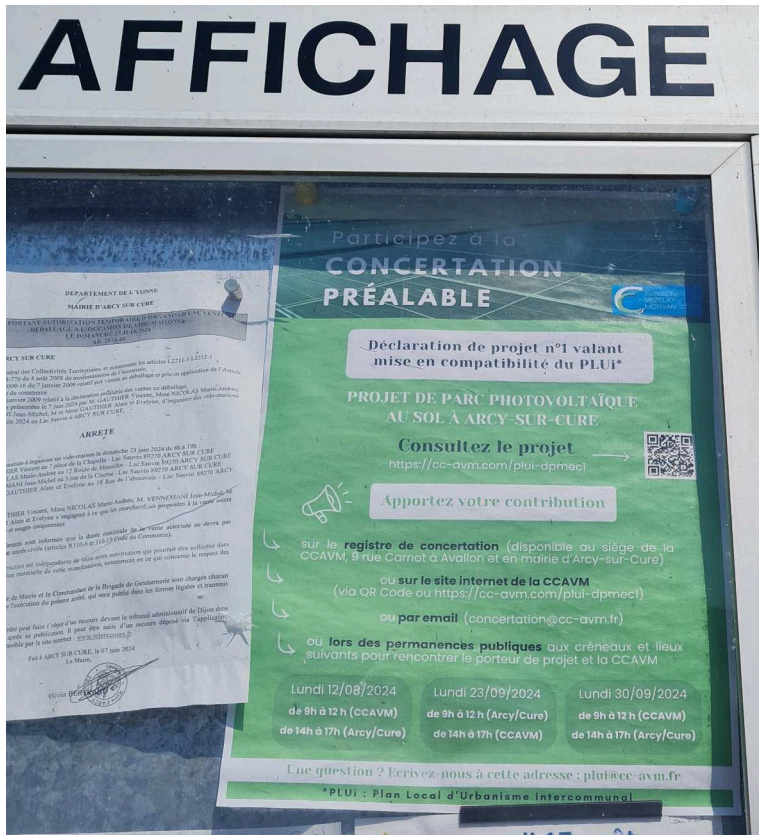
***Réunion d'examen conjoint***

# LA CONCERTATION PRÉALABLE



## Les moyens d'information et de communication :

- Mise à disposition du dossier au siège de la CCAVM et en mairie d'Arcy-sur-Cure,
- Publication sur le site internet de la CCAVM, Affichage de la délibération soumettant le dossier à évaluation environnementale et définissant les modalités de concertation, Publication des modalités de concertation dans la presse locale et par voie d'affichage, Publication sur l'application Intramuros.



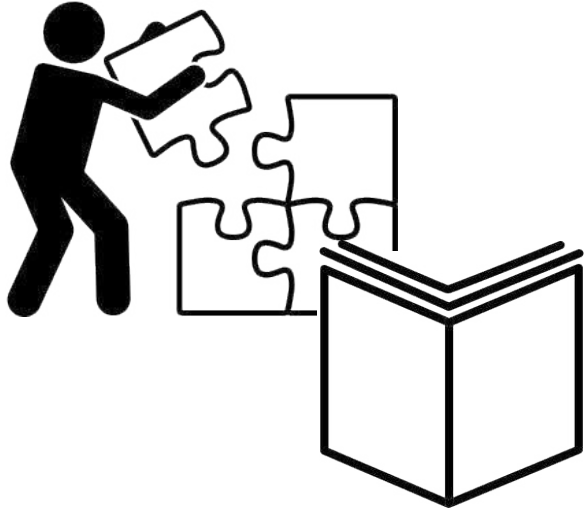
### PLUi-déclaration de projet : votre avis nous intéresse !

Avallon - Vézelay - Morvan

Publié le 5 août 2024



# LA CONCERTATION PRÉALABLE



## Les moyens d'expression et de participation :

- Registre de concertation au siège de la CCAVM et en mairie d'Arcy-sur-Cure,
- Tenue de 3 permanences au siège de la CCAVM et en mairie d'Arcy-sur-Cure,
- Espace « commentaire » sur le site de la CCAVM,
- Mise à disposition d'une adresse électronique.

133 réflexions sur "PLUi – Déclaration de projet n° 1"

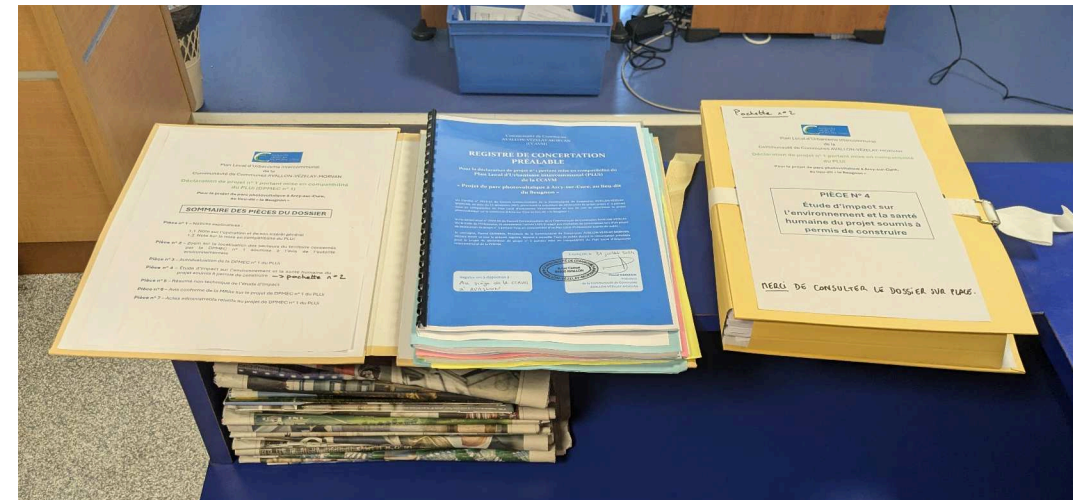
PICOU DAUVISSAT FRANÇOISE  
30 SEPTEMBRE 2024 À 22 H 36 MIN

Je suis 100 % d'accord avec les revendications faites par les différentes associations de l'Yonne qui se battent pour ouvrir les yeux des habitants , des agriculteurs,des élus ! qui le jour ou ils réaliseront que leur environnement est détruit, il sera trop tard !!

le parc éolien s'étend chaque années , il y en a à perte de vu

et maintenant des parcs photovoltaïques recouvrant des terres agricoles, les moutons n'ont pas besoin de cela !! si les terres sont pauvres , c'est déjà dans bien des cas qu'elles ont été appauvries par des cultures intensives, des pesticides et autres intrants. les toitures des bâtiments agricoles ou autre sont des lieux parfaits pour implanter les panneaux photovoltaïques, alors arrêtons le massacre qui ne profitera qu'à de grosses firmes et détruira la biodiversité et les paysages ,

Je dis oui à la transition énergétique , a l'autoconsommation, au projets éoliens à petite échelle, et au respect de l'environnement .. l'un ne va pas sans l'autre.



# LA CONCERTATION PRÉALABLE

## Bilan de la concertation :

- Concertation a eu lieu du 5 août au 30 septembre 2024, avec des relances auprès de la population,
- Modalités de concertation respectées,
- 155 contributions au total dont :
  - 76 favorables,
  - 61 défavorables,
  - 10 correspondant à des doublons ou des remarques d'ordre logistique,
  - 8 ne témoignant aucune position.

# RAPPEL DU PROJET

## Description du projet photovoltaïque :

- Emprise au sol du projet (surface comprise au sein des clôtures) = 122,88 ha,
- Superficie des modules projetés au sol = 46,35 ha,
- Puissance installée de 107,5 MWc pour une production annuelle estimée à 124 850 MWh/an,
- Installation d'un élevage ovin qui nécessite construction d'une bergerie de 1370 m<sup>2</sup>.  
*(150 brebis au démarrage avec objectif cheptel de 500 brebis)*

! [La localisation du projet ici !](#)

Localisation des photomontages en vues immédiates



Localisation des photomontages

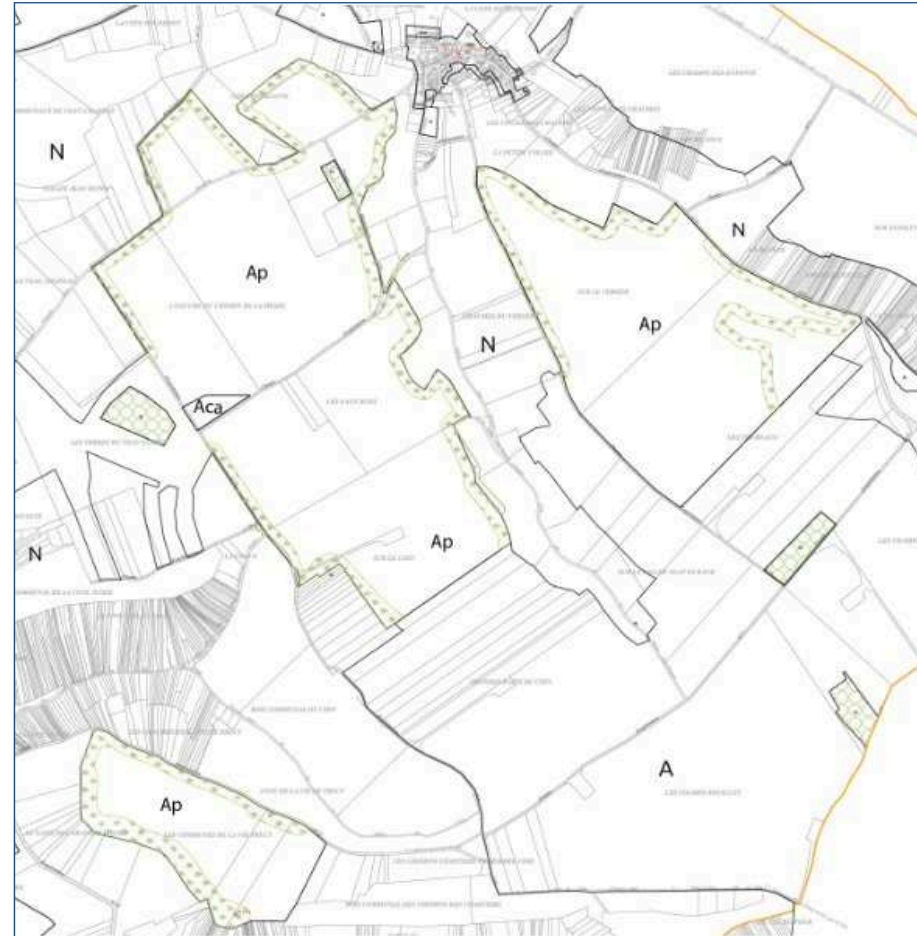
# RAPPEL DU PROJET

## Évolution du règlement graphique du PLUi :

**Zonage actuel du PLUi**



**Zonage projeté du PLUi**



Création sous-secteur Ap pour autoriser construction PV au sol + création sous-secteur Aca pour autoriser la construction du bâtiment agricole + création prescription protégeant la lisière forestière (sur une largeur de 30 mètres)



# Projet agrivoltaïque Les champs ensoleillés du Beugnon

**Présentation du projet**

**14/03/2025**

**Réunion examen conjoint**



L'associati  
on



## L'origine

**Cinq structures agricoles,**  
voisines de parcelles sur le plateau  
du Beugnon (Arcy-sur-Cure)

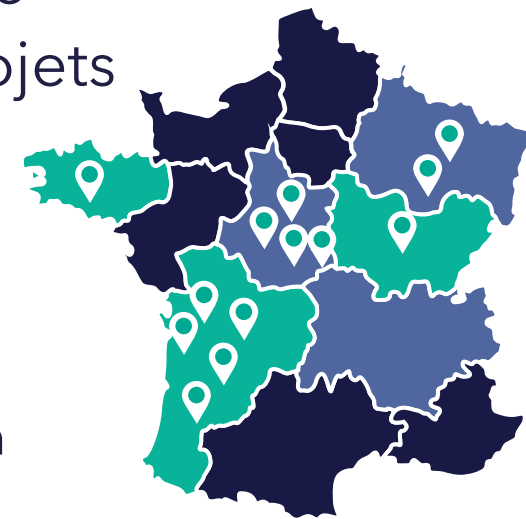
## La philosophie

Soucieux de **maintenir une  
activité agricole** dans le respect  
de l'environnement, ils ont pris  
contact avec GLHD afin de fonder  
le projet des champs ensoleillés  
du Beugnon.





Acteur **pionnier** et **reconnu** en tant que développeur de projets agrivoltaïques



## Notre expertise

- 2,5 GWc de projets
- Plus de 30 projets en développement



2 fondateurs  
spécialistes des Enr

Une équipe de presque 50  
salariés,  
soudés et engagés  
pour la transition  
agricole, écologique et  
énergétique

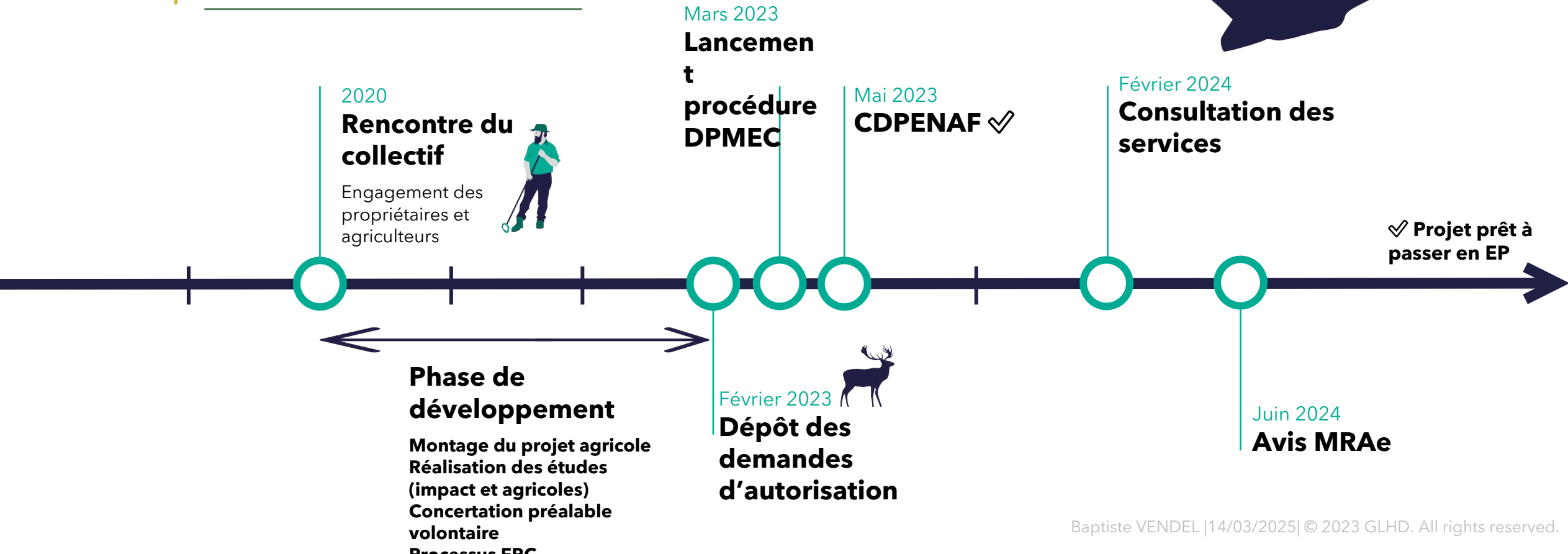
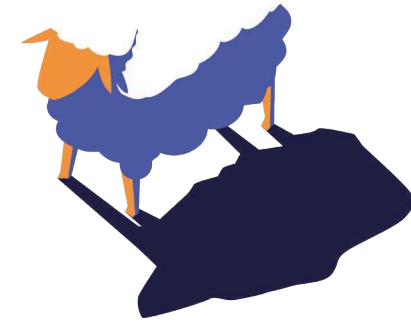
2 co-actionnaires stratégiques



Raccordements sécurisés

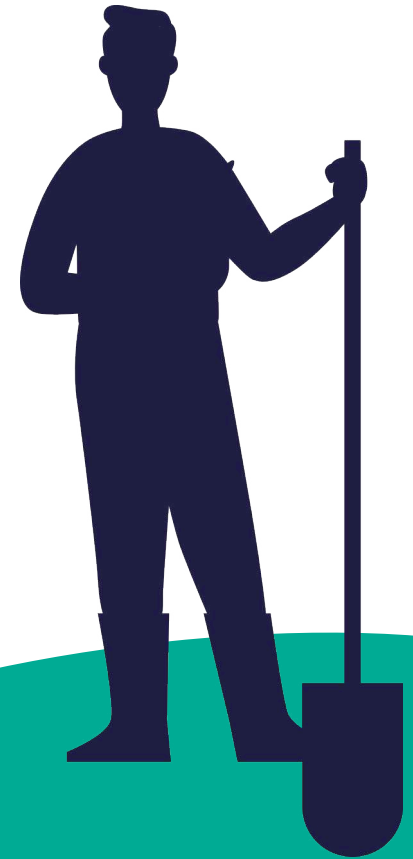
# LES CHAMPS ENSOLEILLÉS DU BEUGNON

## Les étapes du projet





# Les projets agricoles



# Cartographie du projet agricole



## CHIFFRES CLÉS

**122**

Environ (surface  
clôturée)

**1 ha**  
**production**  
**principale**

**1 production**  
**secondaire**



# Projet ovin



## 1 installation



GLAD  
Cultivateur d'énergie

 **500**  
brebis



## Prairie

permanentes



## Pâturage

tournant



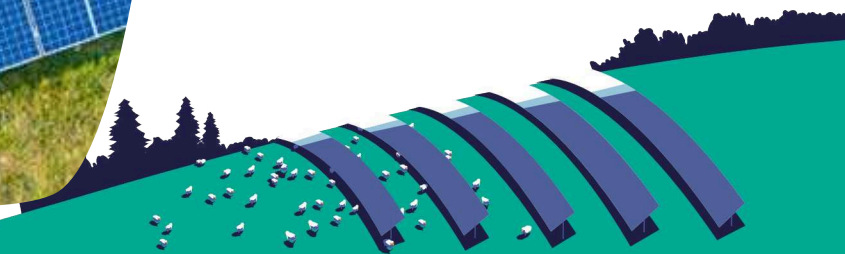
## 118 ha

environ



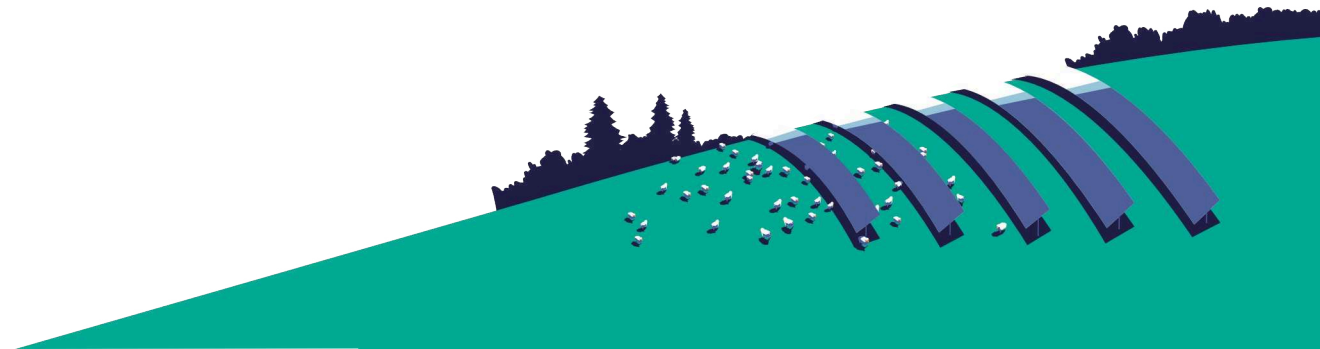
## Bâtiments

Bergerie + bâtiment stockage





# Le projet agrivoltaïque

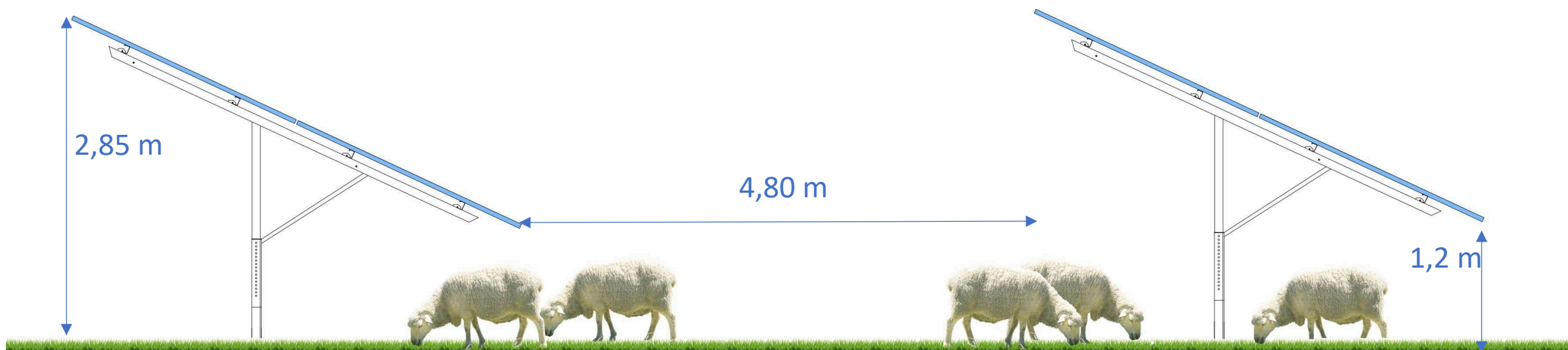


# Adaptabilité de la technologie au projet

## Système agricole ovin



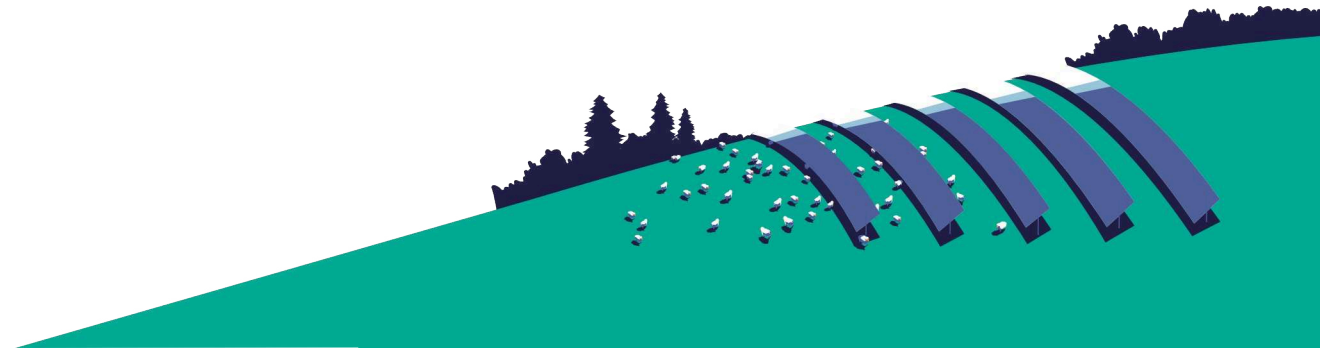
- **Structures fixes** 2V orientées sud
- Espaces permettant le passage d'engins agricoles
- Hauteur minimum de 1,2 m adaptée au passage des ovins
- Intégration d'allées et portails nécessaires à l'activité agricole



# Implantation du projet agrivoltaïque



- Tournières en bout de table pour faciliter les manœuvres de engins
- Eloignement des lisières de bois (30 m)
- Citernes incendie (suivant préconisation SDIS)

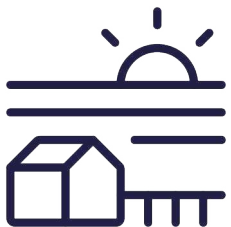




# Une intégration paysagère travaillée



# Les mesures paysagères



- Plantation de haies
- Postes avec teintes adaptées ou bardage
- Itinéraire pédagogique
- Photomontages



## 8.2.5 Les mesures sur le paysage et le patrimoine durant les phases chantier et exploitation

### Mesure 16 : Choisir une teinte adaptée pour les bâtiments annexes (postes de transformation et poste transformateur principal)

Type de mesure : Mesure de réduction

Impact potentiel identifié : Les bâtiments de transformation de l'énergie revêtent un caractère industriel déconnecté du contexte rural.

Objectif de la mesure : Intégration visuelle des locaux

Description : Les bâtiments seront peints d'une teinte s'approchant des teintes locales de champs labourés, de la végétation en hiver, soit un RAL 7003 (gris-vert).

Coût prévisionnel : Intégré aux coûts conventionnels du chantier

Calendrier : Durant le chantier

Responsable : Maître d'ouvrage



Photographie 102 : Photomontage d'un poste de transformation du projet, peint en RAL 7003

### Mesure 17 : Faire réaliser une œuvre

Type de mesure : Mesure de réduction

Impact potentiel identifié : Les bâtiments de transformation peuvent sembler déconnectés du contexte rural.

Objectif de la mesure : Intégration visuelle des locaux

Description : Intervention d'un artiste sur le poste de transformation, pour y ajouter une œuvre d'art.

Coût prévisionnel : 2 000 €

Calendrier : En fin de phase chantier

Responsable : Maître d'ouvrage



Photographie 103 : Exemples de postes de transformation peints par des artistes (Sources : Enedis – AMO)



Carte 131 : Emplacement du poste de transformation visé par cette mesure



# La notion d'intérêt général



# Intérêt général

## Les objectifs du projet



### Energétique

**S**  
Réponse aux  
objectifs de  
transition

*PPE*

*SRADDET*

*SCoT*

*PADD*



### Environnementa

**UX**  
Evitement ou zones à enjeu  
Réduction des intrants  
Qualité du sol

*Lisières de bois*

*Prairies permanentes*

*Mesures de  
réduction et de  
compensation*



### Economiques

Création d'emplois directs et  
indirects  
Pérennisation de structures  
agricoles

*1 installation*

*Activités phase  
travaux*

*Filière agricole amont  
et aval*



### Territoriaux

Participation au financement  
du territoire

*Retombées fiscales*

*Compensation  
collective*



LES  
CHAMPS  
ENSOLEILLÉS  
DU  
BEUGNON

# CHIFFRES CLÉS

**107 MWc**

de puissance



**125**

De production

**GWh**

**1**

Emploi direct créé



**122 ha**

Surface du projet



**650**

D'investissement

**k€/MWc**

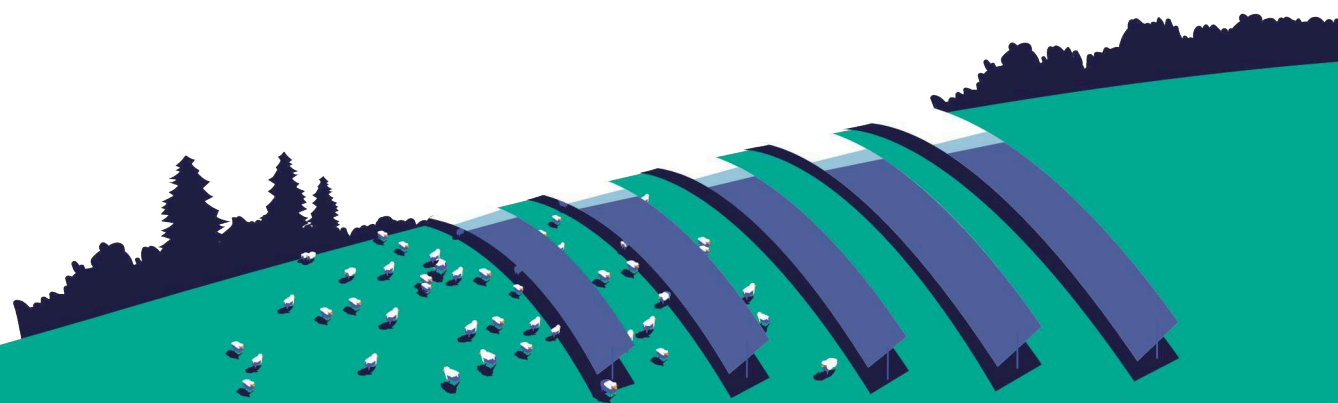


**395 k€**

De retombées fiscales  
annuellement



# Annexes



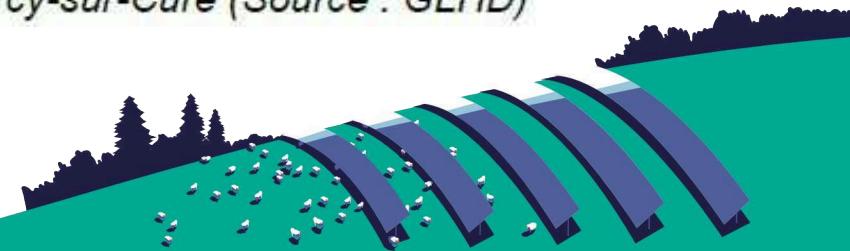
# Retombées locales du projet

Pour les collectivités locales 

- ✓ IFER (imposition forfaitaire des entreprises de réseaux)
- ✓ Impôts fonciers complémentaires
- ✓ Taxe d'aménagement
- ✓ ...

	ARCY SUR CURE	CCAVM	YONNE	BOURGOGNE F.C.	ETAT	TOTAL
Taxe foncière	Difficile à déterminer	Difficile à déterminer	Difficile à déterminer	- €	- €	Difficile à déterminer
CFE	- €	26 618 €	- €	- €	799 €	27 000 €
CVAE	- €	20 334 €	37 216 €	19 183 €	2 480 €	79 000 €
IFER	57 466 €	86 198 €	143 664 €	- €	2 873 €	290 000 €
<b>Retombées fiscales annuelles</b>	<b>Env. 57 000 €</b>	<b>Env. 133 000 €</b>	<b>Env. 180 000 €</b>	<b>Env. 19 000 €</b>	<b>Env. 6 000 €</b>	<b>Env. 395 000 €</b>

Tableau 99 : Estimation des taxes versées aux collectivités locales – Commune d'Arcy-sur-Cure (Source : GLHD)



# Objectif Zéro Artificialisation Nette

- Arrêté 29 décembre 2023 : précise les caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque exemptées de prise en compte dans le calcul de la consommation d'espace naturels, agricoles et forestier :

Caractéristiques techniques des installations de production d'énergie photovoltaïque	Valeurs ou seuils d'exemption du calcul de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
Hauteur des panneaux photovoltaïques	1,10 mètre minimum au point bas
Densité et taux de recouvrement du sol par les panneaux photovoltaïques	Espacement entre deux rangées de panneaux photovoltaïques distinctes au moins égal à deux mètres. Les deux mètres sont mesurés du bord des panneaux d'une rangée au bord des panneaux de la rangée suivante et non pas d'un pieux d'ancrage à l'autre.
Type d'ancrages au sol	Pieux en bois ou en métal, sans exclure la possibilité de scellements « béton » < 1 m <sup>2</sup> , sur des espaces très localisés et justifiée par les caractéristiques géotechniques du sol ou des conditions climatiques extrêmes. Pour les installations de type trackers, la surface du socle béton ne doit pas dépasser 0,3 m <sup>2</sup> / kWc
Type de clôtures autour de l'installation	Grillages non occultant ou clôtures à claire-voie, sans base linéaire maçonnée
Voies d'accès aux panneaux internes à l'installation et aux autres plateformes techniques	Absence de revêtement ou mise en place d'un revêtement drainant ou perméable

Concerne les projets déposés après le 1<sup>er</sup> janvier 2024

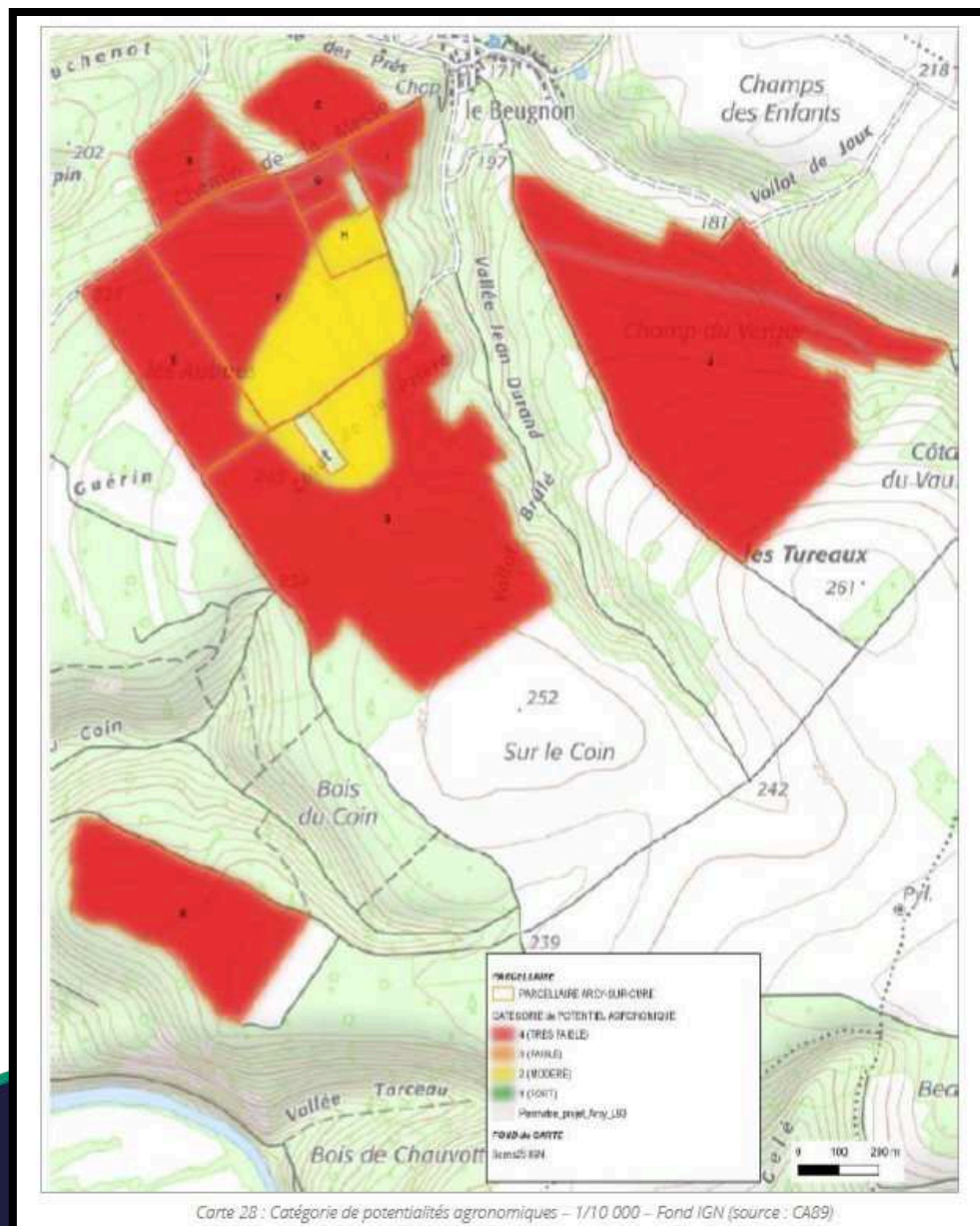


# 89 %

Classe 4

# 11 %

Classe 3



Carte 28 : Catégorie de potentialités agricoles – 1/10 000 – Fond IGN (source : CAG9)



 **Rotation  
culturale**

(thym, romarin,  
sarriette, origan)



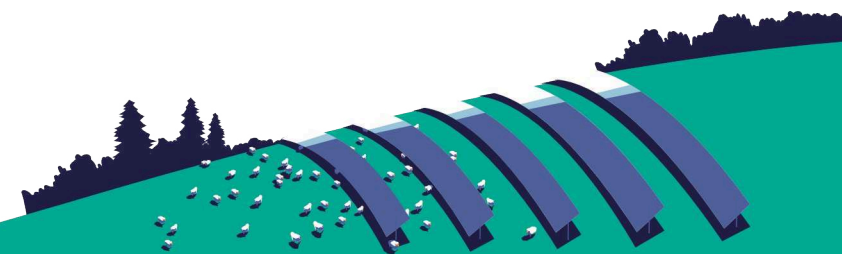
**1 étude technico-  
économique**



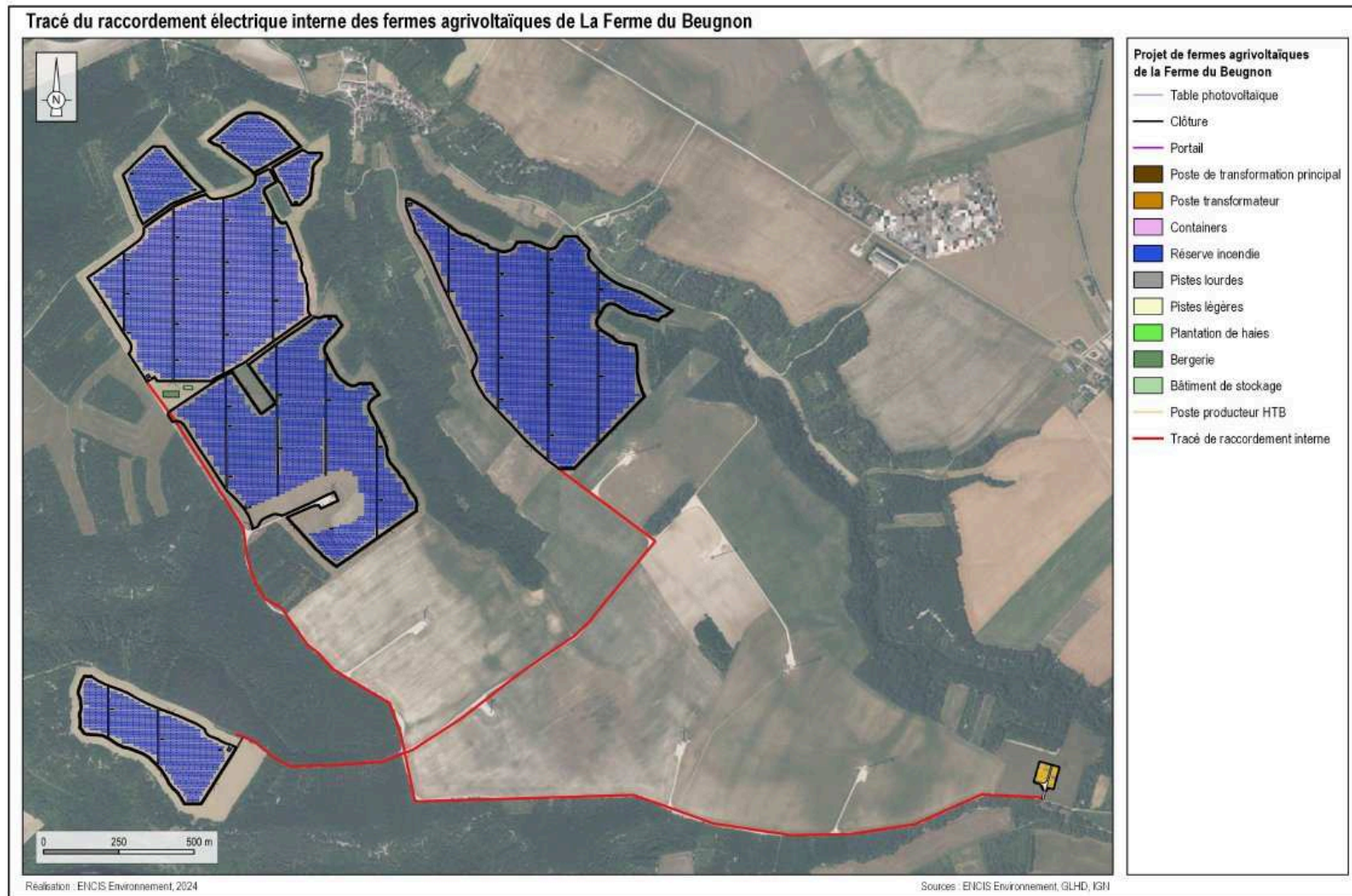
**4 ha**  
environ



**1 séchoir**



# Raccordement



Carte 107 : Tracé du **raccordement** électrique interne

# Implantation



# Projet de ferme agrivoltaïque « Ferme du Beugnon » à Arcy-sur-Cure



**Déclaration de Projet emportant la Mise en Compatibilité du PLUi**



Réunion d'examen conjoint du  
14 mars 2025



# Un choix de procédure lié à la notion d'intérêt général:

## La Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité du PLUi (DPMEC)

- **La DP-MEC** : Désigne une procédure spécifique d'évolution du PLUi **strictement conditionnée à la notion d'intérêt général ou au caractère d'utilité publique**.
- *Le principe : L'intérêt général s'impose au PLUi en vigueur.*
- Intérêt de la procédure : **Elle permet aux collectivités de disposer d'un instrument d'adaptation rapide** des documents d'urbanisme pour des projets non prévus par ceux-ci dès lors que l'intérêt général ou le caractère d'utilité publique est avéré.
- Dans le cadre du projet agrivoltaïque de la Ferme du Beugnon, l'intérêt général est caractérisé :
  - Sur le plan international : succession de traités internationaux (Rio 1992, Kyoto 1997, COP25 plus récemment) avec comme point central à la réduction des gaz à effet de serre, le déploiement des énergies renouvelables
  - Sur le plan européen : la Commission Européenne a fixé comme objectif pour la France un objectif de 23% minimum d'énergies renouvelables dans le mix énergétique
  - Sur le plan national : les objectifs de la PPE visent à doubler la capacité installée EnR électriques pour atteindre entre 102 et 113 GW installés en 2028. Concernant le solaire, l'objectif fixé par le PPE s'étend de 35,6 à 44,5 GW, ce qui correspondrait, à une surface de parcs photovoltaïques installés entre 330 et 400 km<sup>2</sup> au sol et entre 150 et 200 km<sup>2</sup> sur toiture.
  - Sur le plan intercommunal : plusieurs objectifs et orientations sont avancées par le SCOT du Grand Avallonnais, à travers son PADD et son DOO. Par exemple, l'orientation n°67 sur la production des énergies renouvelables. Le PCAET, à travers l'action n°27, vise à développer le solaire thermique et photovoltaïque. Elle envisage notamment des possibilités de mixité entre les panneaux PV et des cultures au sol ou de l'élevage.

## Un choix de procédure lié à la notion d'intérêt général: La Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité du PLUi (DPMEC)

- Outre les législations en vigueur, l'intérêt général du projet d'Arcy passe également par :
  - **La contribution à la satisfaction d'un besoin collectif national** : Depuis plusieurs années, la jurisprudence reconnaît un intérêt public aux installations de production d'énergies renouvelables « tiré de [leur] contribution à la satisfaction d'un besoin collectif par la production d'électricité vendue au public ». (En ce sens, concernant des parcs éoliens : CE, 13 juillet 2012, n°343306 ; CE, 23 juillet 2012, n° 345202 ; CE, 19 septembre 2014, n°357327).
  - **La contribution à la satisfaction d'un besoin collectif local** : le projet agrivoltaïque « fermes agrivoltaïques de la Ferme du Beugnon » présente un intérêt général pour la population locale. L'électricité produite sera transportée et injectée dans le réseau de transport d'électricité via la création d'un poste HTA>HTB. Relié au réseau public de distribution, il contribue à la souveraineté énergétique de la France et au développement d'un mix énergétique diversifié et moins émetteur de gaz à effet de serre. A un instant donné, si la consommation locale est supérieure à la production des fermes agrivoltaïques, toute l'électricité produite sera consommée localement. La consommation énergétique départementale de l'Yonne en 2020 selon OPTeER est de 10 191 120 équival.MWh et la production électrique du projet de la ferme du Beugnon est de 124 700 MWh. Le projet couvre donc l'équivalent de la consommation énergétique totale de 1,22% du département. Au niveau régional, le projet couvre l'équivalent de 0,15% de la consommation énergétique régionale. De plus, le projet répond pour hauteur de 2,83% aux objectifs de déploiement du solaire fixés pour la région. (SRADDET).
  - **Une plus-value pour l'agriculture locale** : les terres concernées sont à faible rendement. Les panneaux sont une réponse aux aléas climatiques et météorologiques.

## La DPMEC : un impact très limité sur l'environnement

- Attention, il convient de ne pas confondre les impacts environnementaux du projet (détaillés dans l'étude d'impact du projet) avec les impacts liés aux strictes modifications du PLUi entraînées par la DPMEC.
- Pour rappel, la DPMEC entraîne les modifications suivantes :
  - Adaptation du zonage de la zone A : deux secteurs se substituent à la zone agricole en vigueur : un secteur AP et un secteur ACA (pour l'implantation de la bergerie).
  - Création d'une lisière forestière à la frontière entre les massifs boisés et la zone AP (compatibilité SCoT).
  - Aucun changement n'a été nécessaire sur le règlement écrit

# La DPMEC : un impact très limité sur l'environnement

Les impacts, présentés dans l'évaluation environnementale et dans la réponse à la MRAe, sont les suivants :

- **Impacts liés au passage de la zone A à la zone Ap :**

- Une interdiction de construire des bâtiments à usage d'exploitation agricole ou forestière. Ce zonage garantit à ce secteur de ne subir aucune artificialisation majeure pérenne liée à la construction d'un bâtiment → **Impact positif lié à l'impossibilité de construire, notamment pour la protection des sols et de la biodiversité.**
- Une interdiction de construire un logement lié à la présence indispensable de l'exploitant sur le lieu de l'activité agricole → **Impact positif lié à l'impossibilité de construire, notamment pour la protection des sols et de la biodiversité.**
- La possibilité de construire des équipements d'intérêt collectif et de services publics ainsi que des équipements sportifs → **Impacts négatifs liés à l'ouverture à l'urbanisation des destinations citées.**

- **Impacts liés au passage de la zone A à la zone Aca :**

- Ce changement de zonage a pour principale conséquence le rajout d'une zone en secteur agricole qui autorise sans condition la construction de bâtiments agricoles nécessaire à l'exploitation agricole.

- **Incidences liées à la création de la lisière forestière :**

- Les massifs forestiers situés à proximité du secteur concerné par la modification du zonage ont été protégés par la mise en place d'une lisière de 30m de large. Cela représente un linéaire de plus de 10,7 kilomètres, pour une surface de protection de près de 27,5 ha → **L'impact est positif pour le maintien du milieu boisé et des espèces associées.**

MERCI DE VOTRE ATTENTION

